

# Fractures et transitions : réconcilier la France

## Déclaration du groupe CFE-CGC

Notre pays vit une crise sociale profonde et durable. Répondre à cette crise est un enjeu majeur, incontournable pour préserver la cohésion de notre société et le pacte social qui est son ciment.

Vivre de son travail, vivre dignement de l'investissement que l'on porte pour soi, pour sa famille, pour les groupes sociaux auxquels on appartient, voilà la question centrale que la crise des « Gilets Jaunes » est venue porter au débat d'une société en perte de repère.

La France s'est toujours distinguée des autres grands pays pour son modèle social et en assurant une forte solidarité.

Cependant, l'évolution de la mondialisation, les transitions du travail, l'individualisation, les injustices sociales subies deviennent insoutenables pour un nombre grandissant de citoyens. Les préconisations de la commission temporaire du CESE ne doivent pas, dans ce contexte, rester lettre morte.

Ce pacte social est primordial pour la cohésion de notre pays et ainsi la reprise normale de l'ensemble des activités de notre pays. Seules une véritable écoute et des réponses concrètes du gouvernement permettront le retour à l'apaisement afin de chercher de nouveau le retour de la croissance et celui de l'emploi durable et stable pour toutes les catégories socio-professionnelles.

Le groupe CFE-CGC soutient prioritairement les préconisations suivantes :

- une réforme globale de la fiscalité avec la progressivité de l'impôt, un impôt direct pour TOUS et une imposition des GAFAM en France comme au sein de l'Union Européenne ;
- l'application d'une TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité dont l'alimentation ;
- la revitalisation du tissu industriel avec une programmation pluriannuelle comprenant l'éducation, la recherche, les investissements, la formation et la transition environnementale ;
- un meilleur partage de la richesse produite ou de la valeur ajoutée ;
- une présence accrue d'administrateurs salariés dans l'ensemble des conseils d'administration des entreprises pour une gouvernance plus humaine des entreprises ;

- des augmentations de salaires justes et équitables pour l'ensemble des catégories socio-professionnelles dans le privé comme dans les trois fonctions publiques ;
- une revalorisation des pensions des retraités ;
- un accès facilité aux différents services publics sur l'ensemble du territoire français en n'oubliant pas nos territoires ultra-marins et ce dans une véritable logique de continuité territoriale ;
- l'évaluation systématique des politiques publiques avec trois critères : la création nette d'emplois, l'évolution du pouvoir d'achat et l'évolution de la croissance...

Nous attendons la mise en place de mesures équitables pour tous, sans oublier les classes moyennes et supérieures.

Les pouvoirs publics français et européens doivent accompagner la transition écologique et favoriser les comportements de consommation vertueux tant sur l'alimentation, la mobilité que le logement.

Le groupe CFE-CGC estime que le levier majeur de la refondation du pacte démocratique est l'éducation, en n'oubliant pas le sport à l'école et sur le temps hors scolaire car les valeurs du sport favorisent une plus grande mixité. Pratiquer davantage de sport dès le plus jeune âge est aussi un enjeu de santé publique et le début d'un premier plan national de prévention en matière de santé.

Le groupe CFE-CGC estime qu'il ne suffit pas au gouvernement de créer de nouveaux droits, il est nécessaire que ces droits soient effectifs pour tous, tout en assurant la transition numérique et environnementale sur l'ensemble du territoire français.

La CFE-CGC souhaite rappeler que le dialogue social est un levier essentiel dans l'entreprise comme dans les trois fonctions publiques, facteur de cohésion sociale mais aussi de performances sociales. Afin que le rôle des partenaires sociaux soit reconnu à sa juste valeur, le groupe CFE-CGC tient à rappeler sa demande de longue date de voir le bénéfice des accords négociés appliqués aux seuls adhérents des organisations syndicales que ces dernières soient signataires ou non, afin que cela puisse être compatible avec notre Constitution.

Pour le maintien de notre démocratie, un dialogue civil est nécessaire afin d'associer mieux et plus l'ensemble de la société civile organisée. Ce rôle doit être dévolu à un CESE modernisé, faisant sa propre révolution numérique avec des propositions qui doivent impérativement à l'avenir faire l'objet d'un retour en temps réel de ce que les députés, sénateurs et in fine le gouvernement retiennent afin de légitimer encore plus cette troisième assemblée constitutionnelle, lieu de dialogue et de compromis au service de l'intérêt général. Cette évolution doit permettre de renforcer la confiance des citoyens dans nos institutions.

Le groupe CFE-CGC a voté ce projet d'avis afin de trouver une issue à la crise que notre pays traverse depuis le 17 novembre dernier, espérant que la voie de la concorde et du dialogue retrouvée ouvrira des espaces à une société apaisée tournée vers son avenir !